

LES ANCIENS COMBATTANTS

L'INCLUSION DES PENSIONS ET ALLOCATIONS DANS LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que, selon le ministre des Affaires des anciens combattants, le gouvernement étudiait les taux de pension et d'allocations aux anciens combattants dans le cadre de son examen de l'ensemble des programmes de promotion sociale, le gouvernement a-t-il maintenant décidé d'inclure les pensions et les allocations aux anciens combattants dans la sécurité sociale?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, tout dépend en vérité de votre définition de la sécurité sociale. A notre avis, il ne s'agit pas, à proprement parler, de versements au titre du bien-être social, mais ils entrent dans le domaine général de la politique sociale dont le gouvernement fait présentement l'examen et c'est à cela, j'en suis persuadé, que le ministre faisait allusion.

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—LA DÉMISSION DE CERTAINS OFFICIERS RAPPORTEURS FÉDÉRAUX VU LEUR CANDIDATURE AUX ÉLECTIONS PROVINCIALES

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le ministre demanderait-il au directeur général des élections si les officiers rapporteurs des districts d'Egmont et de Cardigan dans l'Île-du-Prince-Édouard ont présenté leur démission, étant donné que, depuis quelque temps déjà, ils sont l'un et l'autre candidats libéraux aux prochaines élections provinciales?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je serai heureux de prendre les renseignements que désire l'honorable député et de les lui communiquer.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LES RESTRICTIONS À UNE CERTAINE RÉCLAME POUR LA CIGARETTE

[Traduction]

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il s'agit des campagnes intensives de distribution de coupons par les compagnies de cigarettes au Canada en dépit des recommandations du comité de la santé et du bien-être

[M. Guay (Saint-Boniface).]

social de la Chambre. Le ministre peut-il nous dire si nous pouvons nous attendre à ce qu'une mesure législative visant le contrôle des annonces de cigarettes soit présentée avant le congé d'été?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le ministère et moi-même avons étudié attentivement les recommandations du comité parlementaire et je m'attends à faire sous peu des recommandations à mes collègues à ce sujet.

LA POLLUTION

L'HYDRARGYRISME—L'INDEMNISATION DES PÊCHEURS DU LAC ÉRIÉ

M. William Knowles (Norfolk-Haldimand): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Forêts. Étant donné qu'on accordera une indemnité aux pêcheurs du lac Sainte-Claire et comme les pêcheurs du lac Érié ont subi des pertes considérables à la suite du blocage des ventes et du temps qu'ils ont perdu, quelle mesure envisage le ministère pour les dédommager?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Monsieur l'Orateur, cette question et celle des pêcheurs du lac Érié font l'objet de discussions avec les autorités provinciales de l'Ontario, surtout le ministère des Terres et Forêts.

L'HYDRARGYRISME CHEZ LES POISSONS DU LAC WINNIPEG—L'INDEMNISATION DES PÊCHEURS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, le ministre des Pêches nous dirait-il s'il est question d'indemniser les pêcheurs du Manitoba, surtout ceux qui pêchent dans le lac Winnipeg et ont subi des pertes à cause de l'empoisonnement par le mercure du poisson de ce lac?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Oui, monsieur l'Orateur. Je compte rencontrer lundi prochain l'honorable M. Greene à Winnipeg pour examiner la question.

QUESTIONS OUVRIÈRES

YARMOUTH (N.-É.)—MESURES EN VUE DE PROCURER DE L'EMPLOI AUX OUVRIERS DE L'INDUSTRIE TEXTILE QUI ONT ÉTÉ MIS À PIED

[Français]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.